



FRANÇOIS-XAVIER DE  GUIBERT

HISTOIRE ESSENTIELLE

Après l'Europe de Bruxelles

Une France libre
dans une communauté d'États souverains

Sous la direction de

ROLAND HUREAUX
ET MICHEL ROBATEL

Après l'Europe de Bruxelles

Une France libre
dans une communauté d'États souverains

Après l'Europe de Bruxelles

Une France libre dans une communauté d'États souverains

Sous la direction de Roland HUREAUX
et Michel ROBATEL

Actes du Colloque tenu à la Sorbonne (salle Michelet)
le 18 juin 2010

François-Xavier de Guibert
10, rue Mercœur
75011 Paris

© François-Xavier de Guibert
ISBN: 978-2-7554-0459-3
ISBN pdf : 978-2-7554-0241-4

Présentation

Le présent cahier est consacré au colloque organisé le 18 juin 2010 à la Sorbonne (dans la salle Michelet) par un collectif d'organisations gaullistes, républicaines et patriotes qui ont voulu célébrer à leur manière le 70e anniversaire de l'appel du 18 juin.

Les organisateurs ont délibérément fait le choix de quitter le registre commémoratif traditionnel pour se pencher sur l'actualité, et en particulier sur l'avenir de l'Europe de Bruxelles.

Ce colloque intervient dans la foulée de la crise grecque qui a sérieusement déstabilisé l'euro. Même si les dirigeants européens ont semblé trouver une parade à court terme, la question de l'avenir de la monnaie unique, et donc de tout le système bruxellois, se trouve désormais posée.

La chute de cet édifice artificiel, fondé sur des prémices fausses, que la plupart des orateurs ont jugée inéluctable, serait-elle une catastrophe? Ne s'agirait-il pas plutôt pour notre pays et pour l'Europe elle-même d'une libération? Sans établir aucune équivalence entre le système totalitaire qui enserrait la France dans ses griffes en juin 1940 et

l'« empire non impérial », dont parle M. Barroso, que constitue l'Europe de Bruxelles, c'est toujours de libération qu'il s'agit.

Et dans les deux cas, n'en doutons pas, auront eu raison, contre l'évidence immédiate, ceux qui auront fait le pari que la liberté des nations, singulièrement la liberté de la France finit toujours par l'emporter.

Cette liberté n'est pas seulement nécessaire à la France, elle est nécessaire à l'Europe, la vraie, celle qui est faite non de règlements et de directives mais d'hommes et de femmes riches de leur diversité, d'un héritage culturel incomparable, de monuments, de champs, de villes, d'usines, de bureaux.

Les organisateurs du colloque ont laissé à chaque orateur sa pleine liberté de parole. C'est pourquoi chaque intervention n'engage que son auteur et la perspective de tel ou tel pourra apparaître divergente par rapport à d'autres.

En annexe de ce cahier est publié un projet de traité de coopération entre les États d'Europe, alternatif à l'édifice actuel, destiné à montrer le caractère profondément positif de la démarche dans laquelle sont engagés tous ceux qui sont à l'origine de cet événement.

Le délitement de l'Union européenne Se préparer à l'après Bruxelles

Roland HUREAUX

Essayiste

Si nous avons décidé de tenir aujourd'hui ce colloque, c'est que nous avons conscience de vivre un événement historique : l'ébranlement et sans doute la chute prochaine de l'édifice européen tel qu'il est incarné depuis cinquante ans par les institutions de Bruxelles.

Un événement comparable par son ampleur à la chute du bloc de l'Est en 1990 et, peut-être même, à la Révolution française.

Jean-Paul Sartre disait en 1955 : « Le marxisme est la philosophie indépassable de notre temps » (il pensait au marxisme soviétique). Les dirigeants européens de la génération actuelle se sont habitués à penser que la construction européenne, à la façon de Bruxelles, était l'horizon indépassable de leur action.

C'est tout cela qui se trouve ébranlé depuis quelques semaines.

Le point de départ de cet ébranlement : la crise grecque, qui agit comme un révélateur. La Grèce apparaît, si j'ose dire, comme le « talon d'Achille » de l'édifice.

Jean-Luc Gréau nous en parlera. C'est pourquoi je n'en dirai qu'un mot.

Tous les regards se focalisent sur la question de la dette publique de ce pays. Une dette considérable, mais qui n'est pas propre à la Grèce, ni d'ailleurs aux pays d'Europe et qui est un vrai problème. Mais il y a plus grave : c'est le déséquilibre des comptes extérieurs de ce pays – et d'autres comme la France. Ce déséquilibre provient des différences de hausse des prix et donc de compétitivité.

Les prix ont augmenté plus vite depuis la création de l'euro en Grèce qu'en France, en France qu'en Allemagne. Et cela est irréversible : même en imposant à tout le continent la discipline allemande, le problème ne sera pas réglé.

On évoque ces jours-ci l'idée que la crise pourrait être l'occasion d'un renforcement de la « gouvernance européenne » au travers par exemple de la tutelle des budgets nationaux par la commission. Je n'y crois guère.

Le différentiel de prix entre la Grèce et ses partenaires étant irrattrapable, l'hypothèse la plus probable – et même certaine – est la sortie de la Grèce de l'euro à terme plus ou moins rapproché.

Que la sortie de la Grèce entraîne progressivement celle d'autres pays : l'Espagne, le Portugal, l'Italie et même la France, est plus que probable.

La chute de l'euro met-elle en cause tout l'édifice bruxellois ? On peut en discuter mais je pense que oui.